

# Journal of European Integration History

Revue d'Histoire de l'Intégration Européenne  
Zeitschrift für Geschichte der europäischen Integration

## JOURNAL OF EUROPEAN INTEGRATION HISTORY

The purpose of The Journal of European Integration History is to encourage the analysis and understanding of different aspects of European integration, especially since 1945, in as wide a perspective as possible. The Journal publishes the conclusions of research on diplomatic, military, economic, technological, social and cultural aspects of integration. Numbers devoted to single themes as well as to diverse subjects are published in English, French or German. Each number includes reviews of important, relevant publications.

## REVUE D'HISTOIRE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

L'objectif de la Revue d'histoire de l'intégration européenne est de promouvoir l'analyse et la compréhension des différents aspects de l'intégration européenne particulièrement depuis 1945, mais sans exclusive. La Revue publie les résultats des recherches sur les aspects diplomatiques, militaires, économiques, technologiques, sociaux et culturels de l'intégration. Les numéros à thème ou ceux ouverts à diverses perspectives sont publiés dans l'une des langues suivantes: anglais, français, allemand. Chaque numéro comprend des comptes rendus d'ouvrages importants.

## ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE DER EUROPÄISCHEN INTEGRATION

Die Zeitschrift für Geschichte der europäischen Integration bietet ein Forum zur Erforschung des europäischen Integrationsprozesses in allen Aspekten: den politischen, militärischen, wirtschaftlichen, technologischen, sozialen und kulturellen. Ihren Schwerpunkt bilden Beiträge zu den konkreten Einigungsprojekten seit 1945, doch werden auch Arbeiten zu den Vorläufern und Vorbereitungen publiziert. Die Zeitschrift erscheint zweimal im Jahr. Neben Themenheften stehen „offene“ Ausgaben, und jedesmal werden auch Besprechungen wichtiger Neuerscheinungen veröffentlicht. Die Beiträge eines internationalen Autorenkreises erscheinen in englischer, französischer oder deutscher Sprache.

Journal of European Integration History • 2017 • Volume 23 • Number 2

### Edited by

The European Union Liaison  
Committee of Historians

### Contents

*Alice CUNHA*  
European funding: on the way to a new re-  
agenda for European Integration History?

*Véronique DIMIER*  
Eurafrica and its Business: the European  
Development Fund Between the Member  
the European Commission and European F

*Robin DE BRUIN*

Indonesian Decolonisation and the Dutch  
Attitude Towards the Establishment of the  
EEC's Association Policy, 1945-1963

*Antonio BONATESTA*

The ERDF and the Mezzogiorno: The Case  
Apulia (1972-1992)

*Marko LOVEC*

The Common Agricultural Policy Crisis of  
1970s/1980s: Accommodating the Logics  
Appropriateness and Consequences

*Cristina BLANCO SJO-LÓPEZ*

Inner Tensions vs. Outer Change: Political  
Impact on Cohesion Funds Implementatio  
Spain in the Context of the Maastricht Tre

*Lucia MOKRÁ*

Pre-Accession Programmes as Example of  
Influence to Enlargement and New Mem  
States Development: Case Study Slovakia

*Nicolae PĂUN, Adrian CORPĂDEAN*

2  
2017

Volume 23  
ISSN 0947-9511

 **Nomos**

und Koordinationsversuche in der EPZ mit Blick auf den Namibia-Konflikt in den 1970er Jahren (Gabriele Clemens / Alexander Reinfeldt / Telse Rüter), die Nahostpolitik (Andreas Bestfleisch) und die KSZE-Folgekonferenz in Belgrad 1977-79 (Umberto Tullii).

Wenn Tullii dabei festhält, dass in Belgrad „EC unity only lasted a few weeks“ (S. 84), lässt sich dies durchaus als eine Art übergreifender Befund des Bandes verallgemeinern. So konstatieren die meisten Beiträge, dass europäische Zusammenarbeit in konkreten außenpolitischen Sachfragen nicht immer, eigentlich selten und wenn dann eher kurzzeitig erfolgreich war. In diese Richtung argumentiert auch Michael Gehler in seinem imposanten Überblick über die Aktivitäten der EPZ im Kontext des Zusammenbruchs des „Ostblocks“ Ende der 1980er Jahre. Zwar hält er fest, dass der EPZ in dieser historischen Ausnahmezustand eine neue Bedeutung zufiel, angesichts der grassierenden außen- und sicherheitspolitischen Meinungsverschiedenheiten zwischen den EG-Staaten und einer Tendenz zum unilateralen Handeln verfestigt sich jedoch das Fragezeichen im Titel seines Aufsatzes: „Mehr Europäisierung in Umbruchzeiten?“.

Dort, wo im Band Grenzen und Misserfolge betont werden, ist allerdings im Sinne der oben eingeführten Unterscheidung in aller Regel nicht Europäisierung, sondern europäische Integration gemeint, also ein Scheitern bei der Schaffung supranationaler Strukturen und gesamteuropäischer Entscheidungen. Es erscheint angesichts der Tragweite der behandelten Problemstellungen und der verschiedenen nationalen Interessenlagen weniger überraschend, dass Versuche einer Harmonisierung (außen-)politischer Agenden oder gar deren Vereinheitlichung oft scheiterten, die beteiligten Akteure nicht mit „einer Stimme sprachen“ (S. 15). Vielmehr verblüfft eher, dass es überhaupt zur Ausprägung formeller und informeller Foren des Austausches von Wissen, Zielvorstellungen und politischen Konzeptionen kam, die wiederum die Genese gesamteuropäischer Denkstrukturen begünstigten. Vielleicht führt es in diesem Zusammenhang weiter, Europäisierung – wie Ines Soldwisch dies überzeugend darlegt – als „Prozess der Herstellung eines europäischen Erfahrungsrames“ (S. 211) zu deuten. Auf diese Weise können im Sinne des Ansatzes von Hirschhausen und Patel dann eben auch Misserfolge der europäischen Zusammenarbeit europäisierend wirken. In dieser Hinsicht regt der Band durchaus zum Weiterdenken an, auch wenn „the quest for Europeanization“ damit noch lange nicht abgeschlossen ist.

Florian Greiner  
Universität Augsburg

Ivo MAES (ed.) *in cooperation with G. SZAPÁRY, Alexandre Lamfalussy*  
*Selected Essays*, National Bank of Belgium/Magyar Nemzeti Bank, Brussels/Budapest, 2017, 405 p. – ISBN: 978-6155318108 – 51,79 €.

Economiste, banquier, penseur de la finance internationale et grand Européen, Alexandre Lamfalussy (1929-2015) est, sans conteste, l'un des architectes de l'euro.

Né le 26 avril 1929 à Kapuvar (Hongrie), il quitte son pays à l'âge de 19 ans pour échapper au régime communiste. Il s'installe en Belgique et étudie l'économie à l'Université catholique de Louvain (1949-1953), avant d'obtenir un doctorat à Oxford (1958). Il s'intéresse à l'intégration européenne et aux questions financières et monétaires, et se voit publier ses premières analyses. Il enseignera par la suite à Yale et à Louvain et gardera toute sa vie des liens étroits avec les milieux académiques. En 1955 il choisit une carrière de banquier, d'abord à la Banque de Bruxelles dont il devient membre puis président du Comité de direction, ensuite à la Banque Lambert. En 1976, il entre dans l'univers des banquiers centraux en rejoignant la Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle, dont il est successivement conseiller économique et directeur général, et où il reste jusqu'en 1993. Dans les années 1970, Lamfalussy est l'un des premiers à alerter contre l'accumulation des dettes en Amérique latine et à préconiser une meilleure régulation internationale pour éviter les excès. Il fait de la surveillance macro-prudentielle des systèmes financiers un objectif central de la BRI. À la fin des années 1980, il œuvre au sein du Comité Delors sur l'Union Économique et Monétaire (UEM), avant de devenir, de 1994 à 1997, le premier président de l'Institut monétaire européen (IME) et de remplir un rôle essentiel dans la création de la Banque centrale européenne (BCE). En 2000 il préside le «Comité des Sages» qui propose une nouvelle régulation des marchés financiers européens: «le processus Lamfalussy» est mis en route en 2001. À la fin de 2008, alors que la crise mondiale bat son plein, le gouvernement belge charge Lamfalussy de repenser l'architecture du système financier du pays et de le doter d'instruments contre les risques systémiques. Sous l'égide du G20, il nourrit de ses idées l'«initiative du Palais-Royal» pilotée par Michel Camdessus et Tommaso Padoa-Schioppa, qui avance une réforme complète du Système monétaire international (SMI). Lamfalussy s'éteint le 9 mai 2015 à Ottignies (Belgique).

Dans leur récent livre «Alexandre Lamfalussy. Selected Essays», Ivo Maes (Banque nationale de Belgique), en collaboration avec György Szapary (Magyar Nemzeti Bank), dresse un portrait original d'un intellectuel au destin hors-norme. Et ce, parce que la pensée économique et financière de Lamfalussy est reflétée à travers 34 de ses prises de position les plus marquantes, voir prémonitoires, depuis 1953 (son premier essai) jusqu'en 2014 (son ultime publication). Après l'exploration de nombreuses archives, dont les papiers privés Lamfalussy, les auteurs identifient quatre grandes étapes de pensée, qui donnent l'ossature de l'ouvrage. La première vise le «jeune Lamfalussy» (1929-1975) et recueille ses premiers travaux sur l'économie industrielle, la croissance et les questions monétaires et financières. La deuxième est l'époque de la BRI (1976-1993) où ses sujets de prédilection sont l'instabilité des taux de change, l'inflation et la crise de la dette en Amérique latine. La troisième est celle où Lamfalussy dirige l'IME (1994 à 1997) et participe à la préparation de l'étape finale de l'UEM. La quatrième et dernière étape (1997-2015) est centrée sur la stabilité financière.

Les auteurs ont le mérite non seulement d'avoir concentré en un seul volume les textes fondateurs de la pensée de Lamfalussy (dont certains écrits de jeunesse peu connus), mais aussi de les avoir contextualisés, en indiquant, à chaque fois, l'envi-

ronnement historique et doctrinaire dans lequel ils ont émergé et leurs idées-clé. On constate que le premier article analyse «La sidérurgie et la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)» (chapitre I) et que le dernier, fait des projections sur l'action des banques centrales en temps de crise, face aux défits de la politique monétaire et de la surveillance macro-prudentielle (chapitre XXXIV). C'est une pertinente illustration des sujets qui ont préoccupé Lamfalussy tout au long de sa vie – l'intégration monétaire et financière européenne et la stabilité financière.

Le choix et la succession des textes permettent au lecteur de reconstituer le parcours intellectuel de Lamfalussy et de suivre, au fil du temps, l'évolution de ses idées, façonnées au contact des académiques, des praticiens de l'économie et de la finance, ou dans le cadre de différents réseaux de réflexion européens et internationaux, dont il fut incontournable. C'est un autre apport de ce livre.

Fortement influencé par Léon Dupriez, son professeur à Louvain, Lamfalussy commence à étudier la place de la finance dans l'économie (tout d'abord de la Belgique), ainsi que le fonctionnement de la première communauté européenne, la CECA. Lorsqu'il enseigne à Yale, à l'aube de 1960, il examine la problématique européenne sous un autre angle – les relations du Royaume-Uni avec la CEE en termes de croissance économique (chapitre III). Lamfalussy se démarque de son mentor en adoptant une approche résolument keynésienne, qu'il conservera par la suite. L'entrée dans le monde de la banque et ses nouvelles attributions professionnelles (investissements internationaux, marchés des capitaux) l'amènent à suivre de près les phénomènes monétaires et financiers. Lamfalussy participe aux grands débats de l'époque tant au niveau européen (le comité Segre de la CEB), qu'international (le groupe de Bellagio), et avance des idées originales (chapitres IV, VI et VII). Très tôt, il met en garde contre l'impact négatif des innovations financières sur la stabilité et se méfie de la capacité d'autorégulation des marchés. Il est l'un des premiers à militer pour le renforcement de la coopération monétaire entre les États membres et pour le développement d'un véritable marché financier européen (chapitres V et VI). En juillet 1963, Lamfalussy participe à la naissance des euro-marchés. Il signe, pour la Banque de Bruxelles, la cotation à la Bourse de Luxembourg du premier euro-émpunt de l'histoire de la finance internationale – «Autosttrade». Le centre financier du Luxembourg, déjà à l'avant-garde des marchés de capitaux internationaux, ne cessera d'innover. Sous l'impulsion de Pierre Werner, la place financière devient un «laboratoire» pour l'unité de compte européenne publique et privée. Lamfalussy partage les vues de Werner et de Robert Triffin sur la création d'un Fonds européen de réserve appelé à implémenter la politique monétaire commune et insiste sur la nécessité que les Six coordonnent leurs politiques économiques. Le rapport Werner de 1970 ira dans cette direction en jetant les bases d'une UEM symétrique.

Durant les 18 ans passés à «la banque centrale des banques centrales» qu'est la BRI, Lamfalussy est au cœur des discussions sur le SMI et le SME, dans un contexte de fortes turbulences monétaires (le flottement général des monnaies après l'abandon du Gold Exchange Standard, la politique monétaire restrictive des États-Unis, etc.). Ses principales réflexions traitent des politiques anti-inflationnistes (chapitres XIII

et XIV), de l'instabilité accrue des taux de change, avec ses écueils protectionnistes (chapitre XIX) et de la crise de la dette en Amérique Latine, qui lui révèle l'impératif de la stabilité financière (chapitre XVIII). Lamfalussy est à l'origine de l'approche macro prudentielle de la BIS: en 1976, il préconise la mise en place d'un bureau d'évaluation du risque des banques systémiques et en 1979, d'un dispositif de contrôle prudentiel contre les bulles de crédit. Sa démarche est prémonitoire. Lamfalussy s'implique aussi dans le processus d'intégration monétaire européenne comme membre du Comité Delors, dont il accueille les travaux à Bâle. Il rédige trois études substantielles relatives au marché bancaire de l'ECU, aux opérations monétaires dans la deuxième étape de l'UEM et à la coordination de la politique fiscale – «composante essentielle de l'UEM» (chapitre XX). Il insiste sur l'indépendance de la BCE et sur la nécessité de partager, avec les Etats membres, la responsabilité des politiques monétaire et fiscale européennes (chapitre XXIII).

Dans la foulée du traité de Maastricht, Lamfalussy devient en 1994 le président fondateur de l'IME, dont les principales missions sont liées à la coordination des politiques monétaires et à la préparation de la phase finale de l'UEM. Lamfalussy œuvre à l'instauration du Système européen de banques centrales (SEBC), à la politique monétaire unique et à la création de l'euro (nom choisi par le Conseil européen de Madrid en décembre 1995). Il analyse les avantages de l'UEM, sous l'angle des coûts et de la stabilité financière, et signale deux défis d'avenir pour les Etats membres – la politique budgétaire et le marché du travail européens (chapitres XXVI et XXVII). Son analyse est, une nouvelle fois, visionnaire. Comme par le passé, quand il réagit aux bouleversements dans l'Europe (chapitre XXII), Lamfalussy se montre attentif à l'émergence du nouveau système bancaire de son pays d'origine, la Hongrie (chapitre XXV). En 1997, Lamfalussy décline la proposition de devenir président de la BCE et laisse la place au Néerlandais Wim Duisenberg.

En 2000, à la tête du «Comité des Sages», Lamfalussy propose un nouveau cadre réglementaire pour les marchés financiers (chapitre XXXI). Le «processus Lamfalussy» repose sur quatre piliers: la prise de décision réglementaire (régulateurs communément et Conseil européen); la prise de décision réglementaire (régulateurs communautaires); les régulateurs nationaux, dont le réseautage assure l'homogénéité d'action dans tous les Etats membres; le respect du droit communautaire. Le troisième pilier inspire l'architecture de supervision dans l'UE post-crise, comportant l'Autorité bancaire européenne (ABE), l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP). En 2004, lors de la 'Pierre Werner Lecture', Lamfalussy insiste à Luxembourg sur le rôle fondamental des banques centrales et de la BCE dans la prévention et la gestion des crises (chapitre XXXII). En considérant la stabilité financière parmi les objectifs-clés des banques centrales, au même titre que la stabilité des prix, Lamfalussy préfigure le Mécanisme de supervision unique (MSU) mis en route en 2014 (chapitre XXXIII).